



Directive : Distribution des deniers

Rubrique	Information
Numéro	DIR_06-01_V013
Domaine	Faillite
Direction	générale
Responsable	Directeur-trice
Approbateur	Crispin Olivier
Niveau de confidentialité	Public
Entrée en vigueur	01.12.2008
Dernière mise à jour	18.05.2022

Modifications, contrôles, approbation

Version	Date	Description, remarques	Nom

Définitions, acronymes et abréviations

Mot / Abréviation	Signification

Références, mots clés

Catégorie	Titre, source
Mots clés	
Bases légales	
Jurisprudence	
Doctrine	
Procédure	
Annexe	

Sommaire

1.	Écritures d'émoluments de liquidation	2
2.	Facturation des publications de clôture	2
3.	Dossiers clôturés avec solde positif ou négatif	2
3.1.	Solde négatif après liquidation sommaire ou ordinaire	2
3.2.	Solde positif après liquidation sommaire ou ordinaire	3
3.2.1.	Successions insolubles ou répudiées	3
3.2.2.	Personnes physiques et morales	3

1. Écritures d'émoluments de liquidation

Les écritures d'émoluments de liquidation doivent être passées de manière détaillée dans le compte de la faillite. Le chargé de faillites est responsable de passer ces écritures dans l'application « ORFEE ».

Aussi, il est rappelé les points suivants :

- lors de clôture d'une faillite pour suspension faute d'actif, les avis aux créanciers doivent faire l'objet d'un émolument de CHF 8.-- par avis plus les frais de port.
- l'émolument de 5 pour mille doit être prélevé notamment pour l'encaissement de créances de tout genre et pour le règlement des dettes de masse (art. 46 al. 2 let. b OELP); ne sont des créances au sens de cette disposition que les prétentions du failli envers les tiers qui figurent à l'inventaire des actifs; cela ne vaut donc pas pour :
 - l'encaissement des produits de vente : l'émolument prévu aux art. 29, 30, 32 et 36 OELP est seul applicable;
 - l'encaissement de sommes reçues par erreur sur le compte de la masse (ex.: rentes versées à tort);
 - l'encaissement d'avances de frais : seul un émolument pour la restitution éventuelle du solde au créancier doit faire l'objet d'un émolument pour la distribution.
- l'émolument pour la distribution des deniers (art. 19 via 33 et 46 al. 2 let c OELP) doit être prélevé séparément pour chaque dividende versé, et non de manière unique sur le montant global des dividendes.

En revanche, lorsque la faillite est clôturée, il appartient uniquement au service comptable de passer les écritures d'émoluments, sur la base d'un décompte détaillé de toutes les écritures à comptabiliser remis par le groupe faillites.

Lorsqu'un dossier contient des classeurs fédéraux (traitement papier issu de Percom), les émoluments de garde doivent être prélevés selon la directive 08-01.

2. Facturation des publications de clôture

Avant de terminer le dossier, le groupe doit payer la facture FOSC (les frais de publication dans FAO sont comptabilisés dans le compte lors de la commande de la publication).

Une fois les écritures passées, le compte du dossier de faillite passe à 0.00. En cas de solde positif ou négatif, le groupe doit demander de comptabiliser la différence via une écriture de perte ou émolument.

.

3. Dossiers clôturés avec solde positif ou négatif

3.1. Solde négatif après liquidation sommaire ou ordinaire

Dans le cadre d'une liquidation de faillite en la forme ordinaire ou sommaire, s'il ressort une perte sur émoluments, quel que soit le montant, un rapport explicatif (**Formulaire ORFEE**) et une note à la comptabilité (**Formulaire ORFEE**) devront être établis par le groupe et validé par le préposé ou le substitut, avant que le service comptabilité ne passe l'écriture.

3.2. Solde positif après liquidation sommaire ou ordinaire

3.2.1. Successions insolvables ou répudiées

Le reliquat, quel que soit le montant ou selon les normes convenues avec la justice de paix, sera versé à celle-ci en faveur des ayant-droit. Un avis sera adressé à :

- la justice de paix au moyen de la **lettre ORFEE 6032**
- l'administration fiscale cantonale au moyen de la **lettre ORFEE 6033**

Cas échéant, l'avis mentionnera également l'existence de biens de valeur (exemple : montre de valeur, immeuble) que l'administration de la masse n'a pas pu réaliser. C'est la justice de paix qui remettra les biens aux bénéficiaires (héritiers ou Etat).

En cas de legs : voir la directive OF-04-01 (chapitre 19).

3.2.2. Personnes physiques et morales

Le reliquat sera versé au failli ou à son représentant (ex : administrateur).

En cas de personne morale : Si la procédure de liquidation se solde par un excédent d'actifs, celui-ci doit, comme pour toute autre faillite, être restitué au débiteur, soit aux organes de la société, qui récupèrent le droit de disposer de ce patrimoine. Sauf disposition contraire des statuts, l'excédent doit être réparti entre les associés (actionnaires ou autres selon le type d'entité concernée et de titres émis). Cette compétence incombe aux organes au terme de la procédure de faillite, et non à l'office des faillites, faute de base légale¹. A défaut d'organes, l'office doit consigner l'excédent à la caisse des dépôts et consignations².

De plus, il y a lieu d'offrir au failli la faculté de demander la révocation de la faillite. Il y a lieu de l'interpeller conformément au processus décrit dans la [directive OF-07-01](#).

A défaut de révocation, un avis lui indiquant le montant qu'il va recevoir sera adressé au :

- failli au moyen de la **lettre ORFEE 6034**
- représentant de la personne morale (ex : administrateur) au moyen de la **lettre ORFEE 6035**

En cas de défaut de représentant de la personne morale (not. courrier sans réponse, administrateur décédé, parti sans laisser d'adresse, radié du RC), le reliquat sera consigné. De plus, le texte suivant sera publié dans la FAO et la FOOSC :

Tous les tiers intéressés sont informés qu'il subsiste un solde après liquidation et paiement de tous les créanciers dans la faillite de la société XXX. Si aucun intéressé porteur de toute pièce utile ne se manifeste dans un délai échéant xxx, les fonds considérés seront consignés durant 10 ans. Si aucun intéressé ne se manifeste dans le délai, les fonds seront versés à l'Etat de Genève.

La requête de clôture adressée au juge fera mention de cette publication. A l'issue du délai, si aucun intéressé ne se manifeste, un avis sera adressé à l'Etat de Genève au moyen de la **lettre ORFEE 6037** et le montant sera versé à l'Etat de Genève.

¹ CHENAUX/HÄNNI, *op. cit.*, p. 113; LORANDI, Organisationsmängel, p. 90; IDEM, PJA 2008, p. 1393; PETER/CAVADINI-BIRCHLER, *op. cit.*, p. 212; IDEM, *op. cit.*, n° 26 ad art. 731b CO; SCHÖNBÄCHLER, *op. cit.*, p. 295

² art. 9, 24 et 264 al. 3 LP par analogie; sur cette obligation en général, cf. **ATF 142 III 425** consid. 3.1